

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 11 DÉCEMBRE 2018

TABLES DES MATIÈRES

1.	OUVERTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE.....	1945
2.	DÉPÔT DU CERTIFICAT.....	1945
2018 12 291	3. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 11 DÉCEMBRE 2018.....	1945
4.	PRÉSENTATION PAR MONSIEUR LE MAIRE DU BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019.....	1946
5.	PRÉSENCES ET PÉRIODE DE QUESTIONS.....	1946
2018 12 292	6. ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019.....	1946
2018 12 293	7. AVIS DE MOTION DU PROJET DU RÈGLEMENT 271-2019 DE TAXATION ET TARIFICATION POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019.....	1947
2018 12 294	7.1. ADOPTION DU RÈGLEMENT DE TAXATION ET TARIFICATION POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019....	1947
2018 12 295	8. ADOPTION DU PROGRAMME D'IMMOBILISATION POUR 2019.....	1959
2018 12 296	9. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE.....	1960

PROVINCE DE QUÉBEC

Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil municipal du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton, tenue à l'hôtel de ville, 1439 chemin Favreau, le 11 décembre 2018, à 19 h, présidé par Monsieur le Maire Bernard Marion, et à laquelle assistaient les conseillers.

Madame Émilie Groleau
Monsieur Jacques Ménard
Madame Lyssa Paquette

Monsieur Yvon Desrosiers
Madame Line Gendron (absent)
Monsieur Éric Leclerc

Formant le quorum du Conseil municipal sous la présidence du maire.

Monsieur Réjean Fauteux, directeur général et secrétaire-trésorier de la municipalité, agit à titre de secrétaire d'assemblée.

Une personne était présente dans l'assistance à l'ouverture de la séance.

Il est ordonné par résolution comme suit :

- 1. OUVERTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE**
- 2. DÉPÔT DU CERTIFICAT**
- 3. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 11 DÉCEMBRE 2018**
 - 1. Ouverture**
 - 1.1. Moment de réflexion
 - 1.2. Présence des membres du conseil
 - 2. Dépôt du certificat**
 - 3. Lecture et adoption de l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 11 décembre 2018**
 - 4. Présentation par monsieur le maire du budget pour l'exercice financier 2019**
 - 5. Présence et période de questions**
 - 6. Adoption des prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2019**

2018 12 291

7. Avis de motion et qu'un projet du règlement 271-2019 de taxation et tarification pour l'exercice financier 2019 est déposé
 - 7.1. Adoption du règlement de taxation et tarification pour l'exercice financier 2019
8. Adoption du programme d'immobilisation pour 2019
9. Levée de la session extraordinaire

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Émilie Groleau ;
 APPUYÉ par monsieur le conseiller Yvon Desrosiers ;
 ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents ;

QUE l'ordre du jour soit de la séance extraordinaire du 11 décembre soit adopté tel que lu et rédigé.

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

4. PRÉSENTATION PAR MONSIEUR LE MAIRE DU BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019

CANTON DE SAINTE-EDWIDGE-DE-CLIFTON

ACTIVITÉS FINANCIÈRES - FONCTIONNEMENT

BUDGET 2019

01	REVENUS	Budget 2018	CUMULE 30 novembre 2018	BUDGET 2019
	TAXES ET TARIFICATION	807 132 \$	813 542 \$	966 914 \$
	PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	3 876 \$	4 974 \$	2 742 \$
	SERVICES RENDUS	38 385 \$	42 349 \$	38 910 \$
	TRANSFERTS	188 994 \$	- \$	235 869 \$
	SURPLUS AFFECTÉ	- \$	42 534 \$	1 784 \$
	PROGRAMME EN IMMOBILISATION 21	1 359 340 \$	957 965,48 \$	0 \$
	TOTAL DES REVENUS	2 397 727 \$	1 861 364 \$	1 246 218 \$

02 CHARGES

	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	294 911 \$	272 245 \$	277 183 \$
	SÉCURITÉ PUBLIQUE	104 483 \$	105 445 \$	115 255 \$
	TRANSPORTS (voirie)	358 940 \$	350 220 \$	372 454 \$
	HYGIÈNE DU MILIEU	112 196 \$	148 874 \$	131 673 \$
	SANTÉ BIEN-ÊTRE	914 \$	914 \$	488 \$
	AMÉNAGEMENT	39 459 \$	50 706 \$	56 155 \$
	LOISIRS ET CULTURE	88 036 \$	100 963 \$	117 782 \$
	FRAIS DE FINANCEMENT	23 225 \$	23 225 \$	71 604 \$
	Surplus affecté	- \$	- \$	
	PROGRAMME EN IMMOBILISATION (voir note) 23	1 375 562 \$	345 060 \$	103 625 \$
	TOTAL DES CHARGES	2 397 727 \$	1 397 653 \$	1 246 218 \$
	EXCÉDENT NET	0 \$	463 711 \$	- \$

5. PRÉSENCES ET PÉRIODE DE QUESTIONS

Madame Lise Désorcy est présente, différentes questions d'ordre général sont posées

2018 12 292

6. ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019

Considérant que les prévisions budgétaires 2019 de la municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton sont annexées à la présente résolution pour l'exercice financier 2019 ;

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Émilie Groleau ;
 APPUYÉ par monsieur le conseiller Éric Leclerc ;
 ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents ;

D'adopter les prévisions budgétaires 2019 de la municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, conformément à l'article 954 du Code municipal du Québec (L.R.Q., c. c-27,1), lequel prévoit des revenus et des dépenses de 1 246 218 \$;

De publier et diffuser par l'entremise du journal Le Survol le document explicatif de ce budget sur l'ensemble du territoire de la municipalité.

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

2018 12 293

7. AVIS DE MOTION DU PROJET DU RÈGLEMENT 271-2019 DE TAXATION ET TARIFICATION POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019

Avis de motion est donné par monsieur le conseiller Yvon Desrosiers que le règlement concernant la taxation foncière et la tarification des services pour l'année 2019 sera présenté pour adoption lors d'une séance subséquente de ce conseil ;

Le projet du règlement 271-2019 est déposé en même temps que le présent avis de motion.

2018 12 294

7.1. ADOPTION DU RÈGLEMENT DE TAXATION ET TARIFICATION POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019

ATTENDU que l'objet du présent règlement est de décréter les taxes et les tarifs municipaux applicables dans la municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton pour l'exercice financier 2019 ;

ATTENDU qu'une copie du présent projet de règlement a été transmise aux membres du Conseil présents au plus tard 3 jours ouvrables avant la présente séance et que tous les membres du Conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture, conformément à l'article 445 du Code municipal ;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a été donné à la session extraordinaire du 11 décembre 2018 de ce conseil ;

ATTENDU qu'un projet du présent règlement a été présenté à la session extraordinaire du 11 décembre 2018 de ce conseil ;

ATTENDU que des copies du règlement ont été mises à la disposition du public dès le début de la présente séance ;

EN CES CAUSES,

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Émilie Groleau ;
APPUYÉ par monsieur le conseiller Éric Leclerc ;
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents :

D'adopter le Règlement 271-2019 présenté décrétant l'imposition des taxes et tarifs municipaux pour l'exercice financier 2019.

RÈGLEMENT NUMÉRO 271-2019 DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAXES ET LES TARIFS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019

Article 1. PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

Article 2. TITRE

Le présent règlement porte le titre de « *Règlement 271-2019 décrétant l'imposition des taxes et les tarifs pour l'exercice financier 2019* ».

Article 3. ANNÉE D'APPLICATION

Les taux de taxes et de tarifs énumérés ci-après s'appliquent pour l'année fiscale 2019.

Article 4. DÉFINITION

À moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent ont le sens et la portée que leur attribue le présent article :

- 4.1 *Bac* : un bac à déchets, un bac à collecte sélective, un bac pour les plastiques agricoles ou un bac pour les matières compostables (putrescibles).
- 4.2 *Bac à déchets* : un contenant roulant, de couleur noire, qui a une capacité de 360 litres, qui est munie d'un couvercle fixé au reste du contenant par une tige d'accouplement, d'un essieu de métal et de pneus, dont les parois ont une épaisseur moyenne d'au moins 0,505 cm et qui peut être levé automatiquement ou semi automatiquement avec prise française ou américaine, destinée à la collecte des déchets.
- 4.3 *Bac à collecte sélective* : un contenant roulant, de couleur bleue, qui a une capacité de 360 litres, qui est munie d'un couvercle fixé au reste du contenant par une tige d'accouplement, d'un essieu de métal et de pneus, dont les parois ont une épaisseur moyenne d'au moins 0,505 cm et qui peut être levé automatiquement ou semi automatiquement avec prise française ou américaine, destinée à la collecte sélective.
- 4.4 *Bac pour les matières compostables (putrescibles)* : un contenant roulant, de couleur brune, qui a une capacité de 240 litres, qui est muni d'un couvercle fixé au reste du contenant par une tige d'accouplement, d'un essieu de métal et de pneus, dont les parois ont une épaisseur moyenne d'au moins 0,505 cm et qui peut être levé automatiquement ou semi automatiquement avec prise française ou américaine, destinée à la collecte des matières compostables ;
- 4.5 *Chalet* : local servant ou destiné à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir, tout en comportant des installations sanitaires, mais qui est habité durant une partie de l'année, habituellement durant la saison estivale, pourvu que le local ne soit pas habité plus de 180 jours, consécutifs ou non ;
- 4.6 *Unité agricole* : un local servant ou destiné à servir à une fin agricole sauf une unité agricole enregistrée ;
- 4.7 *Unité agricole enregistrée* : local servant ou destiné à servir à une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* (L.R.Q. ch. M-14) ;
- 4.8 *Local* : selon le cas, un espace constitué d'une pièce ou un espace constitué de plusieurs pièces communicantes ayant une entrée distincte directement sur l'extérieur ou dans un vestibule, chacun de ces espaces servants ou étant destiné à servir à une seule et même fin ou une unité d'évaluation comportant ou non une ou plusieurs construction(s) ou ouvrage (s) servant ou destinée (s) à servir à une seule et même fin ;
- 4.9 *Piscine* : piscine dont la profondeur, au plus profond, est supérieure à 0,9 m ;
- 4.10 *Unité commerciale* : local servant ou destiné à servir à une fin commerciale ;
- 4.11 *Unité d'évaluation* : une unité d'évaluation au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale* ;
- 4.12 *Unité industrielle* : local servant ou destiné à servir à une fin industrielle ;
- 4.13 *Unité institutionnelle* : local servant ou destiné à servir à une fin institutionnelle ;
- 4.14 *Unité résidentielle* : local servant ou destiné à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes, et où on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir, tout en comportant des installations

sanitaires, à l'exclusion d'un chalet ;

4.15 *Unité forestière* : local servant ou destiné à servir à une fin d'exploitation forestière ;

4.16 *Unité autre* : un local servant ou destiné à servir à une fin autre que celle de chalet, unité agricole, unité agricole enregistrée, unité commerciale, unité industrielle, unité institutionnelle ou unité résidentielle, à l'exception d'un terrain non construit et non pourvu d'ouvrage.

Article 5. TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Une taxe foncière générale au taux ci-après déterminé est imposée et sera prélevée pour l'exercice financier 2019 sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité selon leur valeur telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Le taux général de base est fixé à **0,7733** \$ cent par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Article 6. REMBOURSEMENT AU FONDS DE ROULEMENT

Pour pourvoir aux dépenses relatives au remboursement de l'emprunt fait au fonds de roulement au montant de 43 475 \$ pour l'année 2019 suivant le tableau des emprunts au fonds de roulement, il est par le présent règlement approprié à même les revenus généraux de la Municipalité, une somme de 43 475 \$.

Article 7. REMBOURSEMENT DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT 319.2-2018

Pour pourvoir aux dépenses relatives au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts au montant de 16 629 \$ pour l'année 2019 suivant le tableau des emprunts au règlement d'emprunt 319.2-2018.

Pour pourvoir au remboursement en capital et intérêts relatifs à la réfection de la rue Tremblay par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'aqueduc, d'égout et de l'épuration des eaux usées de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2019 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **252** \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	1

Article 8. TARIF POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'aqueduc dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'aqueduc de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2018 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **539,50 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	0,5

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte une piscine, la valeur attribuée à l'unité d'évaluation est augmentée de 0,5 unité.

Les dépanneurs, les garages commerciaux et le souffleur de verre sont pourvus d'un compteur.

Le tarif du service d'aqueduc pour les immeubles desservis et pourvus d'un compteur d'eau est le suivant :

- **539,50 \$** par unité, jusqu'à concurrence d'une consommation annuelle de 200 m³ (44 000 gallons impériaux) d'eau consommée durant la période s'étendant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.
- pour toute consommation d'eau excédentaire durant la période s'étendant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, le taux s'établit comme suit :
- 1,55 \$ par m³ d'eau consommée. La consommation est mesurée à l'aide de deux lectures de compteur, soit celle de décembre 2019 par rapport à celle de décembre 2018 ; la consommation est égale à la consommation indiquée au compteur par la lecture du mois de décembre 2019, moins la consommation montrée au compteur par la lecture du mois de décembre 2018.

Une unité résidentielle ou une unité commerciale qui n'est pas desservie par le service d'aqueduc de la Municipalité, mais qui est susceptible d'être desservie est assujettie à la compensation exigée en vertu des deux premiers alinéas.

Article 9. TARIF POUR LE SERVICE DES ÉGOUTS

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service des égouts dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service des égouts de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2019 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **53 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1

Chalet	0,5
--------	-----

Article 10. TARIF POUR LE SERVICE D'ÉPURATION DES EAUX USÉES

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'épuration des eaux usées dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'épuration des eaux usées de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2019 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **321,60 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	0,5

RÈGLES D'INTERPRÉTATION AUX FINS DES ARTICLES 7 À 10

Aux fins d'interpréter les articles 7 à 10, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.
- Lorsque dans la résidence d'une unité résidentielle, il y a un usage résidentiel et un usage autre, par exemple un logement, un salon de coiffure, une profession ou une activité assimilable à une profession, comme celle de massothérapeute ou une activité assimilable à un service, comme celle d'une garderie la valeur de l'unité résidentielle est multipliée par le facteur 1,5.

Article 11. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE COLLECTE, DE TRANSPORT ET DE DISPOSITION DES DÉCHETS DOMESTIQUES ET DES MATIÈRES COMPOSTABLES. (BAC BRUN ET NOIR)

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des déchets domestiques et des matières compostables, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2019 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à une unité et en multipliant la somme ainsi obtenue par **151,50 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1,5
Unité agricole	1,5
Unité agricole enregistrée	1,5

Unité industrielle	1,5
Unité institutionnelle	1,5
Chalet	, 5
Camp forestier	, 5

Article 12. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE COLLECTE, DE TRANSPORT ET DE DISPOSITION DES PLASTIQUES AGRICOLES

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des plastiques agricoles, dispensé par la MRC de Coaticook, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par la MRC de Coaticook, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble :

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des plastiques agricoles dispensé par le biais de la MRC de Coaticook, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par ce service de collecte des plastiques agricoles, une compensation à l'égard de chaque immeuble d'exploitation agricole enregistrée admissible au programme de crédit de taxes foncières agricole (MAPAQ), à l'exception des producteurs de porcs et/ou de volailles.

Le montant de ladite compensation est fixé à **23,50 \$** pour l'année 2019.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des plastiques agricoles, dispensé par conteneur, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par le service d'enlèvement et de transport de la collecte des plastiques agricoles sur conteneur, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Article 13. RÈGLE D'INTERPRÉTATION AUX FINS DES ARTICLES 11 ET 12

Aux fins d'interpréter les articles 11 et 12, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.
- Lorsqu'une unité d'évaluation comprenant une unité agricole enregistrée ou une unité agricole comporte plus d'un bac à déchets, d'un bac pour les plastiques agricoles, un conteneur pour les plastiques agricoles est additionné à la valeur de l'unité en cause, une valeur calculée en tenant compte du nombre de bacs additionnels.

Article 14. COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ENLÈVEMENT ET DE TRANSPORT DE LA COLLECTE SÉLECTIVE (BAC BLEU)

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'enlèvement et de transport de la collecte sélective, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par le service d'enlèvement et de transport de la collecte sélective de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2019 est déterminé en additionnant le nombre de bacs à collecte sélective fournis par la Municipalité pour l'immeuble en cause et en multipliant la somme ainsi obtenue par **15 \$**.

Article 15. COMPENSATION POUR LE RECHARGEMENT DU RÉSEAU ROUTIER EN GRAVIER

Pour pourvoir aux dépenses relatives au rechargement du réseau routier en gravier appartenant à la municipalité, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'unité d'évaluation, une compensation à l'égard de chaque immeuble dont il est le propriétaire.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2019 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à une unité et en multipliant la somme ainsi obtenue par 100,00 \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	, 75
Unité commerciale	, 75
Unité agricole	, 75
Unité agricole enregistrée (MAPAQ)	3
Unité forestière	, 75
Unité industrielle	, 75
Unité institutionnelle	, 75
Terrain vacant d'une valeur de moins de 5 000 \$, 25
Terrain vacant d'une valeur de 5 000 \$ et plus	, 75

RÈGLE D'INTERPRÉTATION AUX FINS DE L'ARTICLE 15

Aux fins d'interpréter l'article 15, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte une unité résidentielle et une unité agricole, ou, une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.
- Sous réserve du paragraphe précédent, lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, le total des valeurs attribuées à l'unité d'évaluation correspond à, 75.

Article 16. VIDANGE DE FOSSES SEPTIQUES

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de vidange des fosses septiques dispensée par la MRC, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2019, de chaque propriétaire d'immeuble muni d'une fosse septique, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2019 est déterminé de la façon suivante :

- **92 \$** pour une résidence permanente — vidange des boues seulement
- **46 \$** pour un chalet — vidange des boues seulement

Article 18. BACS SUPPLÉMENTAIRES

La municipalité fournit gratuitement un bac brun, bleu et noir pour chaque unité d'évaluation. Celui-ci demeure la propriété de la municipalité.

Sur demande, la municipalité fournit gratuitement un 2^e bac brun et/ou un 2^e bac bleu.

Salle rez-de-chaussée

Tarif

75 \$ par demi-journée, soit de 8 h à 16 h ou de 16 h 30 à 24 h

100 \$ par journée, soit de 8 h à 24 h

15 \$ par heure pour une période maximale de 3 heures

Gratuit pour les organismes reconnus

Salle à l'étage

Tarif

150 \$ par demi-journée, soit de 8 h à 16 h ou de 16 h 30 à 24 h

250 \$ par journée, soit de 8 h à 24 h

25 \$ par heure pour une période maximale de 4 heures

Gratuit pour les organismes reconnus

Le Locataire peut louer l'une des salles du Centre communautaire :

- Pour une durée maximale de trois heures la salle rez-de-chaussée au tarif de 15 \$ de l'heure ;
- Pour une durée maximale de quatre heures la salle à l'étage au tarif de 25 \$ de l'heure.
- Une réduction de 5 \$ l'heure s'appliquera si le locataire loue la salle pour une période de plus de cinq semaines consécutives ;
- Un dépôt de 100 \$ doit être remis au représentant de la Municipalité au moment de la signature du contrat de location d'une salle par le Locataire. Ce dépôt sera remis au Locataire suite à la tenue de l'événement après inspection des lieux et réception des clés par la Municipalité ;
- Un dépôt de 50 \$ pour l'utilisation des poêles ;
- Le dépôt d'un organisme reconnu par la Municipalité sera de 0 \$;
- L'utilisation des réfrigérateurs de la cuisine, du bar, des tables et des chaises est incluse dans le prix de location ;

Ces coûts et frais seront payables 30 jours après l'expédition d'une facturation en conséquence laquelle indiquera les sommes dues. Ces sommes seront assujetties aux dispositions de l'article 24 concernant les intérêts et les frais ;

SERVICE D'ANIMATION ESTIVALE

TARIFICATIONS

Les frais d'inscription au service d'animation estivale de Sainte-Edwidge-de-Clifton par enfant pour une période de 7 semaines sont les suivants :

1^{ER} ENFANT	145,00 \$
2^E ENFANT	245,00 \$
3^E ENFANT	315,00 \$
NON-RÉSIDENTS	500,00 \$

Des frais supplémentaires de 50 \$ seront appliqués pour toute inscription effectuée après la date limite d'inscription, et ce, si les places le permettent.

Les frais pour le service de gardes sont de 150,00 \$ par enfant et couvrent la totalité de la durée du service, ainsi que la période du matin et du soir.

Des frais de 5 \$ pour chaque 15 minutes d'utilisation supplémentaire du service de garde de fin de journée ou du camp de jour seront facturés.

MODALITÉS DE PAIEMENT

- En argent comptant

Le paiement doit être fait en entier lors de l'inscription.

- Par chèque

Le paiement doit être fait en entier lors de l'inscription.

REMBOURSEMENT

Les frais d'inscription seront remboursés uniquement dans ces deux cas :

- Pour des raisons de santé, de blessure ou de maladie, l'enfant ne peut poursuivre le service d'animation estivale. Un certificat médical sera exigé.
- Lorsque l'activité est annulée par le service d'animation estivale.
- Un avis écrit doit être envoyé ou remis au directeur général responsable du service d'animation estivale. Le montant du remboursement est calculé à partir de la date de réception de l'avis. Le remboursement est appliqué sur les semaines non utilisées suivant la réception de l'avis.
- Des frais de 10 % sont conservés par la municipalité pour les semaines annulées après le début du camp plus les frais de matériel (si applicable)

SERVICE DU CAMP D'HIVER 2019

TARIFICATIONS

Les frais d'inscription au service du camp d'hiver de Sainte-Edwidge-de-Clifton et de la municipalité de Martinville par enfant pour une période d'une semaine sont de :

1^{ER} ENFANT	40,00 \$
2^E ENFANT	80,00 \$
3^E ENFANT	120,00 \$

MODALITÉS DE PAIEMENT

- En argent comptant

Le paiement doit être fait en entier lors de l'inscription.

- Par chèque

Le paiement doit être fait en entier lors de l'inscription.

SERVICE DE LA PISCINE

- TARIFICATIONS

Les frais d'inscription au service d'utilisation de la piscine pour l'été 2019 sont gratuits pour tous les résidents de la municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton et les non-résidents.

SERVICE DE LA BIBLIOTHÈQUE

TARIFICATIONS

- Les frais d'inscription à la bibliothèque Françoise-Maurice de Coaticook pour l'année 2019 sont gratuits pour tous les résidents de la municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton.
- Pour avoir droit au remboursement des frais d'inscription à 100 %, le citoyen doit avoir une preuve de l'abonnement de la bibliothèque Françoise-Maurice de Coaticook.
- Le montant sera alors remboursé au citoyen dans les meilleurs délais.
- Grille des tarifs d'abonnement :

Abonnement régulier	Adulte	45,00 \$
	Jeunes (moins de 18 ans)	25,00 \$
	Familles (peu importe le nombre d'enfants et adultes)	90,00 \$
	Étudiant (école primaire ou secondaire)	Gratuit
Passeport Culturel Coaticook (PCC)	Passeport adulte	35,00 \$
	Passeport étudiant	20,00 \$

Article 21. REMBOURSEMENT

Le conseil décrète qu'à compter de la mise en vigueur du présent règlement, lorsqu'un montant est dû à un contribuable pour des sommes payées en trop ou en raison de facturation complémentaire effectuée en cours d'année ou pour toutes autres raisons, les situations suivantes s'appliquent :

- Pour un solde supérieur à 100 \$: le montant excédentaire sera retourné à l'expéditeur dans les meilleurs délais.
- Pour un solde inférieur à 100 \$: le montant sera conservé et appliqué au crédit sur le compte de l'immeuble. Ce crédit pourra être appliqué au paiement en tout ou en partie d'une prochaine facturation, sauf si une demande écrite est transmise à la municipalité réclamant ce montant.

Article 22. ENTENTE DE PAIEMENT

Le conseil autorise le directeur général et/ou l'adjointe administrative à prendre avec des contribuables des ententes de paiements dans les cas où ceux-ci sont en défaut de payer leurs taxes selon les échéances prévues et souhaitent se soustraire à la procédure de vente pour taxes.

Les ententes ainsi conclues devront être consignées par écrit et signées par le requérant et devront avoir pour finalité de permettre le paiement selon une échéance raisonnable. Ces ententes ne doivent d'aucune façon restreindre le droit de la municipalité d'utiliser la procédure de vente pour taxes des immeubles visés, à terme.

Évidemment, ces ententes ne pourront en aucun cas réduire les sommes dues en capital, intérêts et frais par un contribuable en défaut.

Enfin, il est entendu que si le requérant d'une telle entente ne respecte pas tout ou partie de celle-ci, elle deviendra caduque et aucune autre entente ne pourra être conclue avec le requérant en défaut.

Article 23. NOMBRE ET DATE DE VERSEMENTS

Les taxes et compensations prévues au présent règlement doivent être payées en un (1) versement unique lorsque, dans un compte, leur total n'atteint pas 300 \$. La date ultime où peut être fait ce versement est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte.

Si le total des taxes et compensations comprises dans un compte atteint plus de TROIS CENTS DOLLARS (300 \$), le débiteur a le droit de payer celles-ci en cinq (5) versements selon les dates ultimes et les proportions du compte mentionnées ci-après :

TABLEAU DES VERSEMENTS

VERSEMENTS	DATE	%
Premier versement	21 février 2019 (30 ^e jour qui suit l'expédition du compte)	20 %
Second versement	11 avril 2019	20 %
Troisième versement	30 mai 2019	20 %
Quatrième versement	18 juillet 2019	20 %
Cinquième	29 août 2019	20 %

Lorsqu'un versement n'est pas fait à son échéance, seul le montant du versement est alors exigible.

Lorsqu'à la suite d'une modification au rôle d'évaluation d'une unité d'évaluation une taxe, un tarif ou une compensation additionnelle doit être payé par un propriétaire et que le montant excède la somme de TROIS CENTS DOLLARS (300 \$), la somme est payable en cinq (5) versements, ces versements étant dus comme suit :

- Premier versement 30^e jour qui suit l'expédition du compte : 20 %
- Second versement le 45^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement 20 % ;
- Troisième versement le 45^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement 20 % ;
- Quatrième versement le 45^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le troisième versement 20 % ;
- Cinquième versement le 45^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le quatrième versement 20 %.

Malgré les quatre premiers alinéas, le tarif au compteur édicté en vertu de l'article 8 est payable dans les 30 jours qui suivent la mise à la poste de la demande de paiement à cet effet.

Article 24. TARIF ET COMPENSATION ASSIMILÉS À UNE TAXE FONCIÈRE

Tout tarif et toute compensation imposée en vertu des articles 7 à 19 sont payés par le propriétaire d'immeuble en raison duquel ils sont dus et sont alors assimilés à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel ils sont dus.

Article 25. TAUX D'INTÉRÊT ET FRAIS DIVERS

- Le conseil décrète que lorsqu'un montant de taxes versement n'est pas fait à son échéance, un tarif ou tous autres frais devient exigible, et n'est pas payé à la date de l'échéance indiquée ou dans le délai prévu pour ce versement, il porte intérêt.

- Ce versement et tout autre versement qui est dû porte intérêt à raison de 14 % par année à compter de la date où il est devenu exigible.
- Le conseil décrète que des frais d'administration de 45,00 \$ seront dorénavant exigés de l'émetteur de tout chèque ou autre ordre de paiement, à chaque fois que le paiement est refusé par l'institution financière à partir de laquelle le chèque ou l'ordre de paiement a été traité. De plus, le conseil décrète que toute somme payée par la municipalité pour recouvrer un montant dû sera ajoutée au compte en défaut de deviendra due et exigible immédiatement de la même manière que les sommes dues.
- Le conseil décrète que des frais de 15,00 \$ par unité d'évaluation, sont dorénavant imposés à toute personne, organisme ou autre organisation qui demande l'émission d'un document établissant l'état des taxes dues ou un état de la valeur foncière.
- Des frais de 2,00 \$ seront également perçus pour l'obtention d'une copie d'un compte de taxes papier ou par courriel.
- Le conseil décrète que des frais d'administration de 2,00 \$ plus 0,25 \$ la page seront dorénavant exigés pour l'envoi ou la réception de télécopie sans interurbain, ainsi que pour la réception de télécopie via l'interurbain du Canada. De plus, le conseil décrète que des frais d'administration de 3,00 \$ plus 0,25 \$ la page seront dorénavant exigés pour l'envoi de télécopie via l'interurbain au Canada.
- Le conseil décrète que des frais d'administration de 0,10 \$ la page seront dorénavant exigés pour le service de photocopie à un organisme sans but lucratif.
- Le conseil décrète que des frais d'administration de 0,39 \$ la page seront dorénavant exigés pour le service de photocopie, copie de règlement municipal, ce montant ne pouvant excéder la somme de 35 \$.
- D'appliquer le règlement sur les frais exigibles de la *Loi sur l'accès aux documents et renseignements personnels* de la section II (documents détenus par les organismes municipaux) en vigueur le 1^{er} avril 2018 ;
- Des frais de gestion de dossier s'élevant à 3 % de la facture totale à payer par la municipalité à la MRC seront ajoutés au total de la facture adressée à chaque citoyen qui aura effectué des travaux de nettoyage et/ou d'entretien et/ou d'aménagement de cours d'eau municipaux.

Article 26. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

2018 12 295

8. ADOPTION DU PROGRAMME D'IMMOBILISATION POUR 2019

CONSIDÉRANT que le conseil municipal pour 2019 investira un montant de 103 850 \$ dans le programme des immobilisations ;

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Émilie Groleau ;
APPUYÉ par monsieur le conseiller Yvon Desrosiers ;
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents ;

QUE le conseil municipal adopte le *Programme des dépenses en immobilisations* pour les années 2019 – 2020 – 2021.



		2019	2020	2021
1.	Transport (voirie)	103 850 \$	116 850 \$	116 850 \$

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

2018 12 296

9. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

L'ordre du jour étant épuisé.

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Émilie Groleau ;
APPUYÉ par monsieur le conseiller Éric Leclerc ;
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents ;

De procéder à la levée de l'assemblée, il est 19 h 59

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

Bernard Marion, maire Je, Bernard Marion, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.	Réjean Fauteux Directeur général et secrétaire-trésorier
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------

